

*Labour Sponsored Venture Capital Corporations Act, 1992*

*Loi de 1992 sur les corporations à capital de risque de travailleurs*

erty, including interest, dividends, rents or royalties, and

- (c) a business that would be a personal services business as defined in subsection 125 (7) of the *Income Tax Act* (Canada) if that definition were read without reference to paragraphs (c) and (d) of the definition; ("activité commerciale admissible")

"eligible investor" means,

- (a) a corporation registered under Part III as a labour sponsored investment fund corporation,
- (b) a qualifying financial institution or a specified corporation or insurance corporation related to the qualifying financial institution for the purposes of section 66.1 of the *Corporations Tax Act*, or
- (c) a prescribed person or entity; ("investisseur admissible")

"First Nation" means a band as defined in the *Indian Act* (Canada); ("première nation")

"intellectual property" means a patent, licence, permit, know-how, commercial secret or other similar property constituting knowledge, including a trade mark, industrial design, copyright or other similar property constituting the expression of knowledge; ("propriété intellectuelle")

"qualifying debt obligation" means a debt obligation that,

- (a) if secured, is secured solely by a floating charge on the assets of the entity,
- (b) is a debt obligation in respect of which a guarantee has been given,
- (c) does not restrict the entity by the terms of the debt obligation or by the terms of any agreement related to that obligation from incurring other debts, and

- (d) by its terms or by any agreement relating to that obligation is subordinate to all other debt obligations of the entity, other than debt obligations, if the entity is a corporation, that are prescribed to be small business securities for the purposes of paragraph (a) of the definition of "small business property" in subsection 206 (1) of the *Income Tax Act* (Canada); ("titre de créance admissible")

"qualifying financial institution" means a corporation that is a deposit-taking financial institution for the purposes of section 66.1

c) dans les limites du territoire que désigne le ministre pour une collectivité autochtone admissible, si le commanditaire communautaire est désigné tel pour la collectivité autochtone admissible par un arrêté que prend le ministre en vertu du paragraphe 18.3 (6);

d) dans les limites du territoire que désigne le ministre, si le commanditaire communautaire est désigné tel pour un territoire non érigé en municipalité par un arrêté que prend le ministre en vertu du paragraphe 18.3 (5);

e) si le commanditaire communautaire est une université, un collège ou un institut de recherche affilié à une université ou à un hôpital :

- (i) soit dans un de ses établissements,
- (ii) soit dans un de ses lieux d'affaires situés en Ontario où la propriété intellectuelle mise au point par lui ou par son corps professoral, son personnel ou ses diplômés est utilisée dans des activités commerciales admissibles. («within the community»)

«entreprise admissible» S'entend d'une corporation canadienne imposable ou d'une société canadienne :

- a) dont la totalité ou la quasi-totalité des traitements et salaires est destinée à des employés dont le lieu habituel de travail est un établissement permanent qu'elle tient dans la collectivité;
- b) dont la totalité ou la quasi-totalité des employés à plein temps sont affectés à des activités commerciales admissibles qu'elle exerce dans la collectivité;
- c) dont l'actif brut total, y compris celui des corporations et des sociétés qui lui sont liées, ne dépasse pas un montant égal à 1 000 000 \$, calculé de la manière prescrite, ou l'autre montant prescrit, le cas échéant, au moment où le fonds communautaire d'investissement dans les petites entreprises y investit. («eligible business»)

«institution financière autorisée» Corporation qui est une institution financière acceptant des dépôts pour l'application de l'article 66.1 de la *Loi sur l'imposition des corporations*. («qualifying financial institution»)

«investisseur admissible» S'entend, selon le cas :

- a) d'une corporation inscrite aux termes de la partie III comme fonds d'investissement des travailleurs;

*Labour Sponsored Venture Capital Corporations Act, 1992*

*Loi de 1992 sur les corporations à capital de risque de travailleurs*

of the *Corporations Tax Act*; ("institution financière autorisée")

"within the community" means, with respect to a community small business investment fund corporation or its community sponsor,

(a) within the geographical limits of the municipality if the community sponsor is a municipality,

(b) within the geographic limits of the reserve of the First Nation if the community sponsor is the council of a First Nation,

(c) within the geographic limits of the territory designated by the Minister for an eligible aboriginal community, if the community sponsor has been designated a community sponsor for the eligible aboriginal community by an order given by the Minister under subsection 18.3 (6),

(d) within the geographic limits of the territory designated by the Minister, if the community sponsor has been designated a community sponsor for territory without municipal organization by an order given by the Minister under subsection 18.3 (5), or

(e) if the community sponsor is a university, college or research institute affiliated with a university or hospital,

(i) within a facility of the community sponsor, or

(ii) within a place of business in Ontario where intellectual property developed by the community sponsor, or its faculty, staff or graduates, is used in eligible business activities. ("dans la collectivité")

(2) Subject to subsection (3), the investment period for investing in a corporation registered under this Part ends on December 31, 1998.

(3) The investment period for investing in a corporation registered under this Part ends on,

(a) the day that is six months after the day the *Tax Credits to Create Jobs Act, 1997* receives Royal Assent, if the investment is to be made in a community small business investment fund corporation with funds that a labour sponsored investment fund corporation sets aside in 1997 under subsection 24.1 (1) for the purpose of making an

b) d'une institution financière autorisée ou d'une corporation précisée ou corporation d'assurance qui lui est liée pour l'application de l'article 66.1 de la *Loi sur l'imposition des corporations*;

c) d'une personne ou entité prescrite. («eligible investor»)

«première nation» Bande au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada). («First Nation»)

«propriété intellectuelle» Brevet, licence, permis, savoir-faire, secret commercial ou autre bien semblable qui constitue des connaissances, notamment une marque de commerce, un dessin industriel, un droit d'auteur ou tout autre bien semblable qui constitue l'expression de connaissances. («intellectual property»)

«titre de créance admissible» Titre de créance qui satisfait aux conditions suivantes :

a) s'il est garanti, il l'est uniquement par une charge flottante sur l'actif de l'entité;

b) il s'agit d'un titre de créance à l'égard duquel une garantie est consentie;

c) la capacité de l'entité de contracter d'autres dettes n'est pas limitée par les conditions du titre ou d'un accord y afférent;

d) le titre, par ses conditions ou un accord afférent au titre, est subordonné à tous les autres titres de créance de l'entité qui, si celle-ci est une corporation, ne sont pas par règlement des titres de petite entreprise pour l'application de l'alinéa a) de la définition de «bien de petite entreprise» au paragraphe 206 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). («qualifying debt obligation»)

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la période d'investissement pour ce qui est de l'investissement dans une corporation inscrite aux termes de la présente partie se termine le 31 décembre 1998.

(3) La période d'investissement pour ce qui est de l'investissement dans une corporation inscrite aux termes de la présente partie se termine :

a) le jour qui tombe six mois après le jour où la *Loi de 1997 accordant des crédits d'impôt pour créer des emplois* reçoit la sanction royale, si l'investissement doit être fait dans un fonds communautaire d'investissement dans les petites entreprises avec des sommes qu'un fonds d'investissement des travailleurs affecte en 1997, en vertu du paragra-

Investment Period

Same

Période d'investissement

Idem